

*Projet présenté par le Conseil d'Etat*

*Date de dépôt: 26 juillet 2007*

## **Projet de loi**

### **autorisant le Conseil d'Etat à aliéner la parcelle N°5223 de la commune de Versoix**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
décrète ce qui suit :

#### **Art. 1 Aliénation**

Le Conseil d'Etat est autorisé à aliéner, au nom de l'Etat de Genève, la parcelle N° 5223 de la commune de Versoix.

#### **Art. 2 Remploi**

Le produit de la vente est affecté à l'acquisition de terrains de réserve à inscrire au patrimoine financier de l'Etat.

Certifié conforme  
Le chancelier d'Etat : Robert Hensler

## ***EXPOSÉ DES MOTIFS***

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Dans son rapport RD 324 sur la politique foncière de l'Etat, le Conseil d'Etat vous avait proposé d'engager une politique active de valorisation et d'amélioration qualitative du patrimoine foncier du canton, de manière que la composition de ce dernier réponde aux besoins d'intérêt général ou d'intérêt public de la collectivité genevoise, en matière d'aménagement, d'équipement et de logement, notamment.

A cet effet, le département des constructions et des technologies de l'information, alors DAEL, vous a déjà soumis trois trains de lois et une vingtaine d'entre elles ont été votées.

La sélection des objets se poursuit et, comme le veut l'usage, ils ont tout d'abord été proposés aux communes de situation, qui ne les ont pas retenus.

Comme par le passé, tous ces biens seront vendus sous forme d'enchères publiques ou privées et feront l'objet d'informations dans la FAO, dans un hebdomadaire spécialisé et sur le site Internet de l'Etat de Genève.

Telle est la raison d'être du présent projet de loi, qui tend à autoriser le Conseil d'Etat à aliéner la parcelle N° 5223 de la commune de Versoix, dont les caractéristiques essentielles sont énumérées ci-après.

### **Bref descriptif de la parcelle**

L'Etat a acquis en 1962 cette parcelle de 3 236 m<sup>2</sup>, située en zone villa, dans le cadre d'un projet d'élargissement de la route de Suisse, abandonné depuis.

Il s'agit d'une longue bande de terrain de 25 mètres de long sur environ 130 mètres de large, difficilement constructible en raison des distances par rapport à la route cantonale. Ce terrain peut cependant intéresser les propriétaires des quatre villas situées en retrait de la route.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.